

# LIBÉRATION, POLÉMIQUE ET FRONT RÉPUBLICAIN

Émeric Bréhier

04/03/2021

**La gauche n'est-elle à ce point plus sûre de ce qu'elle est pour se féliciter de la dernière une du journal Libération ? Les soutiens du président de la République sont-ils à ce point inquiets pour y donner tant d'importance ? La droite républicaine s'est-elle effacée pour ne pas se poser, in fine, la même question ? Émeric Bréhier, directeur de l'Observatoire de la vie politique, opère un retour sur les récents débats.**

Cette une de *Libération* met en avant ce que beaucoup disent depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois : les électeurs de gauche qui, pour une grande part, s'étaient rendus aux urnes en mai 2017 pour voter Emmanuel Macron face à Marine Le Pen ne se feront pas avoir une fois de plus. On ne les y reprendra plus, en quelque sorte. Ils n'accepteront pas de voter une nouvelle fois pour un candidat qui n'aurait pas montré durant son quinquennat beaucoup d'appétence à leur adresser quelque signal que ce soit. Dès lors, la conclusion tombe d'elle-même, tel un couperet fatal : puisque la candidature du président de la République ne serait pas à même d'assurer un bon score des démocrates au second tour, avec le risque de voir Marine Le Pen parvenir au pouvoir, il ne lui resterait plus qu'à se retirer afin de favoriser la qualification au second tour d'un candidat à même, lui ou elle, de faire vivre ce « front républicain ». En résumé, puisque la présence de Macron au premier tour empêche l'émergence d'une candidature de gauche, mais c'est tout aussi vrai à droite en réalité, capable de se qualifier au second tour, alors il faut qu'il accepte de se retirer. La température est là mais on préférerait voir disparaître le thermomètre que l'on accuse d'être la cause de la montée de la fièvre. Et, pourtant, chacun devrait se souvenir de 2002 : une campagne ne se gagne pas au second tour mais d'abord au premier. Si une candidature n'est pas en mesure de se qualifier à l'issue du premier, de quel droit pourrait-elle envisager d'être le meilleur instrument pour contrer l'arrivée de l'extrême droite en France ?

Mais reprenons donc chacun des éléments du débat. Les électeurs de gauche ont fait la victoire d'Emmanuel Macron en 2017. C'est à la fois une vérité et un oubli. Une vérité d'abord car il est bien vrai qu'une grande partie des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 provenait bien des rangs de la gauche. De 50% à 60% d'entre eux avaient

ainsi voté au premier tour de l'élection présidentielle précédente pour François Hollande. Indubitablement, s'ils n'étaient pas toutes et tous de fidèles électeurs du Parti socialiste, ils avaient fait le choix de voter pour celui qui était sorti vainqueur de la primaire de 2011 organisée notamment par le Parti socialiste qui fêtait alors ses quarante ans. Mais c'est également un oubli dans la mesure où les électeurs ayant voté, lors d'autres échéances, « socialiste » ne sont pas propriété d'une famille politique. C'est également oublier que cette désertion électorale n'était pas la première : en 1992, en 1993, en 1994, en 2002 ou bien en 2009 lors des européennes, par exemple, le « peuple socialiste » ne fut pas forcément au rendez-vous. C'est oublier également qu'au soir de la primaire de janvier 2017, le candidat retenu à l'issue de ce processus électoral était crédité de 18% d'intentions de vote. Si captation électorale il y a eu de la part d'Emmanuel Macron, celle-ci n'a pas concerné que des électeurs estampillés « de gauche », mais également ceux provenant de la famille « centriste » dans le cadre de son alliance avec le MoDem mais tout autant certains provenant d'abstentionnistes et de la droite républicaine classique rebutés par la candidature de François Fillon. Le score du second tour et le taux de participation ont d'ailleurs bien montré que, déjà, la thèse du front républicain avait du plomb dans l'aile. Entre 2002 et 2007, la participation électorale face à une candidature issue du même parti d'extrême droite a chuté, passant de 79,71% à 74,56%, cette candidature rassemblant 5 525 032 voix (soit 17,79%) en 2002 et 10 638 475 voix (soit 33,9%) en 2017. Sans omettre les 4 millions de votes blancs ou nuls. Il faudrait être amnésique pour ne pas se remémorer que les consignes de vote furent, en 2017, à la différence de 2002, pour le moins diverses dans nombre de familles politiques. La faiblesse des consignes de vote pour le second tour explique d'ailleurs en grande partie les reports de voix entre les deux tours. Ainsi à peu près 50% des électeurs de François Fillon comme de Jean-Luc Mélenchon ont-ils voté pour Emmanuel Macron, lorsqu'entre un petit et un gros tiers d'entre eux se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul. Seuls ceux ayant voté pour Benoît Hamon (mais il n'avait obtenu que moins de 2 300 000 voix) ont voté à plus des deux tiers pour celui qui allait devenir président de la République. Si ce sont donc bien les électeurs issus du Parti socialiste qui ont permis à Emmanuel Macron de se qualifier pour le second tour en 2017, ce sont tout autant ceux de François Fillon que ceux de Jean-Luc Mélenchon qui ont contribué aux 66% du président de la République au second tour. C'est bien d'ailleurs sa faiblesse originelle qu'il n'a pas su corriger à l'occasion des élections législatives. Au final, ce sont bien 24% des Françaises et des Français qui ont soutenu son programme au premier tour et non pas les 66% ayant voté pour lui au second tour.

Deuxième question qui découle de la première : si ce sont bien les électeurs de gauche qui ont « fait » Macron, compte tenu de la politique outrageusement droitiste (selon ses contempteurs) mise en place par les gouvernements nommés par le président de la République, on devrait s'attendre à une chute vertigineuse du bloc favorable au président sortant dans les intentions de vote. Si l'on se réfère à la dernière enquête d'Ipsos des 27 et 28 janvier 2021, rien n'est moins établi.

En effet, selon les hypothèses étudiées, de 62% à 65% des électrices et des électeurs d'Emmanuel Macron du premier tour de 2017 réitéreraient leur vote en 2022. Ce qui est bien moins que Marine Le Pen (qui dépasse dans toutes les *scenarii* les 85%) mais bien plus que pour Jean-Luc Mélenchon ou pour n'importe quel candidat de la droite. Le bloc qui avait soutenu Benoît Hamon au premier tour de 2017 (Parti socialiste et Europe Écologie-Les Verts) n'avait récupéré au maximum que 18% des électeurs ayant voté Macron au premier tour en 2017. Le divorce, à ce stade, entre une partie de l'électorat ayant, toutes ces dernières années, voté pour des candidats issus du bloc social-écologiste avec les formations qui entendent toujours aujourd'hui le représenter, s'il n'est pas, loin de là, consommé, semble loin d'être résorbé. C'est bien là le premier défi de cette gauche de « gouvernement ». Tant qu'elle n'y parviendra pas, elle demeurera impuissante. Mais, pour y parvenir, des débats de fond doivent être tranchés, ce que le premier secrétaire du Parti socialiste dénomme « la primaire des idées », tout autant qu'une méthode pour désigner son champion, ou sa championne, devra être trouvée. Sauf à s'en remettre aux sondages et enquêtes d'opinion qui, bien évidemment, ne valent rien lorsqu'ils mettent en avant la persistance d'un vote en faveur du président de la République. En quelque sorte, ces enquêtes seraient le « mal absolu » lorsqu'elles signifient, à un instant donné, la prégnance du vote Macron et le « bien attendu » pour départager Jadot, Piolle, Montebourg, Hidalgo ou Taubira.

Troisième question qui découle de la précédente : *quid* du comportement des différents électorats putatifs du premier tour lors d'un second tour opposant les deux mêmes finalistes de la dernière élection présidentielle ? Et c'est ici que le débat se corse. À force de chercher à déstructurer le bloc électoral de la droite républicaine qui pesait encore 20% en 2017, Emmanuel Macron semble avoir désorienté sinon son électorat du premier tour, à tout le moins une partie de cet électorat de gauche qui l'avait soutenu lors du second tour. À force de diaboliser la politique conduite par le président de la République, les mêmes forces de gauche ont délégitimé tout réflexe républicain. Et, toujours dans ce même sondage d'Ipsos, les résultats de ce double mouvement sont sans appel : seuls 30% des électeurs (9% à 10%) de Jean-Luc Mélenchon, 46% (de 8% à 9%) de ceux d'Anne Hidalgo, 38% (de 7% à 10%) de ceux de Yannick Jadot, mais 50% de ceux de Xavier Bertrand (de 14% à 16%) voteraient au second tour pour l'actuel président de la République. C'est bien cet effondrement essentiellement en provenance de celles et ceux votant pour des candidats de gauche au premier tour qui explique la diminution du score envisagé au second tour d'Emmanuel Macron. À l'inverse, Marine Le Pen récupérerait 62% des électeurs de Nicolas Dupont-Aignan (de 6% à 7,5%) contre seulement 30% en 2017, 19% de ceux de Jean-Luc Mélenchon contre 7% en 2017 et 21% de ceux de Xavier Bertrand contre 20% il y a quatre ans.

Mais peut-on, en réalité, se contenter de cette double hypothèse légitimant, ou expliquant, le risque de voir Emmanuel Macron battu à un second tour de l'élection présidentielle ? Ne

conviendrait-il pas plutôt de rechercher une ou plusieurs explications quelque peu différentes mais pas forcément plus réjouissantes ? Cela fait de nombreuses années que, enquête après enquête, tout laisse à montrer que nos concitoyens se reconnaissent de moins en moins dans le clivage droite/gauche. Ou, pour être plus exact, que celui-ci ne leur semble plus suffisamment probant pour guider leur comportement électoral. Il existe toujours bel et bien en quelque sorte, mais non seulement ses ressorts ont changé tout au long de ces décennies mais, plus encore, il s'est vu concurrencer par de nouveaux clivages, ou la résurgence d'anciens, ce qui fait qu'aujourd'hui il n'est pas oint d'une force de propulsion suffisante pour être le seul élément de structuration de la vie politique. À cet égard, les dernières élections municipales et européennes ont montré la fin (provisoire ?) du long mouvement d'unification des scènes politiques nationale et locales. Au final, il n'y a là rien de surprenant. D'abord parce que les thèmes et les frontières entre « la » gauche et « la » droite dans notre vieux pays politique ont toujours été mouvants et fluctuants. Il n'est pas rare que des objets politiques perçus comme marqueurs d'une identité politique changent ainsi au fil du temps de camp politique. Et ceci est encore plus vrai concernant telle ou telle politique publique. De même, comment être surpris par cet affaïssement de la portée structurante du clivage gauche/droite dans la vie politique française quand nombre de partis ont fait de leur fonds de commerce une condamnation de l'inefficacité ou de la fausseté ou de l'inadéquation de ce dernier ? Sous les coups de boutoir de l'UDF puis du MoDem, des Verts puis d'Europe Écologie-Les Verts, du Front national puis du Rassemblement national, les forces politiques incarnant le clivage traditionnel n'ont cessé d'être bousculées, mais sont toujours parvenues à se rétablir lors du moment présidentiel, sauf en 2002, jusqu'en 2017. Depuis lors, que l'on se penche sur des questions relevant du libéralisme culturel (migrations, PMA, peine de mort), du libéralisme économique (protection des salariés, justice sociale) ou du rapport au monde (mondialisation, protectionnisme, appartenance à l'Union européenne), les blocs qui apparaissent ont des frontières bien différentes. C'est bien cette réalité, d'ores et déjà relevée lors de la dernière étude sur les fractures de la société française, que détaillent avec justesse Gérard Grunberg et Jean-Louis Missika et qui saute aux yeux dans le dernier baromètre d'OpinionWay pour Cevipof/Science Po. Et c'est bien cette incapacité du clivage gauche/droite à structurer le débat politique qui facilite l'interrogation sur le renouveau de clivages différents promus par certaines forces politiques (peuple *versus* élite, ouverture *versus* fermeture, écologie *versus* productivisme...). Car c'est bien de l'incapacité, à ce stade, d'un clivage émergent à s'imposer comme structurant qui jette le trouble. Et si un autre clivage parvient à devenir plus structurant, alors il n'est pas illogique que l'un des éléments de ce clivage qui serait plus incarné par l'opposante d'Emmanuel Macron finisse par l'emporter.

Demeure une question : cet éclatement partisan, fruit de l'affaïssement de la capacité structurante du clivage gauche/droite et de l'incapacité des nouveaux clivages de s'affirmer avec suffisamment de prégnance, a-t-il vocation à perdurer ou ne constitue-t-il qu'une parenthèse ? Un élément peut,

à l'évidence, favoriser la réémergence d'un clivage plus usuel : l'impossibilité constitutionnelle du président actuel à se présenter en 2027 si d'aventure il devait être réélu en 2022. À n'en pas douter, la capacité qui fut la sienne en 2017 de tournebouler le système politique français ne se retrouvera pas aisément chez une autre personnalité. Ce fut à la fois la force et la faiblesse de La République en marche. Liée à la personne de son fondateur, libre de ses mouvements, non empêchée par une culture politique préalable, la transcription électorale de cet espace politique peut fort bien disparaître avec celui qui l'a incarné. Ceci est d'autant plus envisageable qu'à ce stade force est de constater que le « moment Macron » ne s'est pas transformé en doctrine politique. Le clivage entre progressistes et nationalistes qui est, au final, le sien n'a guère trouvé de consistance véritable, en tout état de cause de manière insuffisante, pour s'imposer véritablement. Pourrait s'ouvrir alors un moment politique permettant aux anciennes cultures politiques de réapparaître comme structurantes. Mais, pour ce faire, encore faudrait-il qu'elles parviennent à se réinventer en prenant à bras-le-corps les problèmes auxquels est confrontée la société française. Et qui, finalement, ont toujours été au centre de la structuration politique de la République : la question démocratique avec les enjeux des institutions et de la place des collectivités territoriales ; la question sociale avec la création de richesse et de sa répartition et en son cœur la passion de l'égalité qui a toujours animé la gauche française ; la question internationale avec en son sein à la fois le défi de la mondialisation et la construction européenne. Chacune de ces trois questions classiques étant percutée par l'urgence écologique. La question n'est donc pas de savoir si le clivage droite/gauche pourrait émerger de nouveau de manière suffisamment forte pour structurer notre offre politique mais bien plutôt de savoir si les forces politiques entendant l'incarner disposeront de la force nécessaire pour proposer de nouveau une vision du monde sinon complète à tout le moins suffisamment cohérente pour emporter la conviction de leurs concitoyens. Car c'est bien faute de cette force de propulsion que s'est affaibli ce clivage classique dans le cœur de nos concitoyens.